

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

CHERKAoui, Mohamed, *Le Sahara, liens sociaux et enjeux géostratégiques*, Oxford, The Bardwell Press, 2007, 206 p.

par André Joyal

*Études internationales*, vol. 39, n° 1, 2008, p. 192-195.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/018743ar>

DOI: 10.7202/018743ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

conservateur, soit le nationalisme arabe laïcisant. En conséquence, il lui semble clair que ces liens transnationaux peuvent ne pas nécessairement mener à la démocratisation des régimes arabes. Celle-ci ne pourra véritablement aboutir que si elle prend en compte les racines historiques et les dynamiques politiques qui ont porté ces régimes.

Dans son chapitre de conclusion, l'auteur revient sur un certain nombre d'idées développées dans les chapitres précédents. Il s'interroge notamment sur les méthodes utilisées par les régimes autoritaires pour se maintenir en place (contrôle des ressources matérielles, institutions, corruption, forces répressives et contraintes morales et idéologiques). Il revient également, de manière réaliste, sur le rôle central de la société civile, souvent en construction, dans la démocratisation du monde arabe et fait un sort à l'idée que la culture musulmane est incompatible avec l'idée de démocratie. Ce chapitre lui permet de formuler quelques idées intéressantes sur le concept de transition démocratique et de présenter également quelques stratégies pour promouvoir l'idée démocratique dans un monde arabe divers et complexe.

Cet ouvrage est écrit dans un style clair et direct. Le lecteur appréciera particulièrement les nombreux exemples cités par l'auteur ainsi que ses notes explicatives toujours informatives. La bibliographie qui couvre les pages 205 à 224 est fort utile pour le lecteur qui souhaite approfondir le sujet ainsi que l'index qui clôturé le livre. La lecture de cet ouvrage s'impose à ceux qui s'intéressent aux évo-

lutions en cours dans ce monde arabe en pleine mutation et qui risque de nous réserver bien des surprises.

Simon PETERMANN

Département de science politique  
Université de Liège, Belgique

### **Le Sahara, liens sociaux et enjeux géostratégiques.**

CHERKAoui, Mohamed. Oxford,  
The Bardwell Press, 2007, 206 p.

À deux occasions, dans cet intéressant volume de belle présentation, l'auteur affirme que le Sahara sans le Maroc ne serait qu'un désert. On aura compris que M. Cherkaoui n'est pas un chaud partisan de la souveraineté du Sahara occidental, beaucoup s'en faudrait. Une curieuse coïncidence a voulu que j'entame la lecture de ce volume sur un vol d'Air Algérie me conduisant à Alger. Quelques jours plus tard, le 14 novembre, avait lieu en Sardaigne le premier sommet algéro-italien à l'issue duquel le premier ministre italien, Romano Prodi, a fait plaisir à son homologue, Abdelaziz Bouteflika, en affirmant son attachement au droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément aux résolutions 1754 et 1783 du Conseil de sécurité de l'ONU. De toute évidence, celui qui préside aux destinées de la péninsule italienne n'a pas lu l'ouvrage du directeur du Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique du CNRS de l'Université de Paris I, car sa prise de position aurait été plus nuancée. Mais tout chef d'État n'est pas censé connaître le lourd contentieux territorial entre l'Algérie et le Maroc ni ce que l'auteur désigne comme étant l'*hybris* impérial des

maîtres d'Alger. L'auteur lui-même, par ailleurs, ne fait pas dans la nuance quand il évoque le vent de liberté sans précédent qui souffle sur le Maroc (il est vrai que dans un passé récent, la situation à ce chapitre n'était pas brillante).

Par cet essai, Mohamed Cherkaoui tente, dans un premier temps, de montrer que pour les dirigeants algériens, le Sahara représente un des principaux enjeux de leur politique étrangère. Vient ensuite le problème fondamental que pose l'intégration des populations sahraouies. Or, concernant ce dernier point, comme le montre de façon détaillée le chapitre 8, à travers une évolution imprégnée d'une plus grande proportion de mariages hétérogames, les Sahraouis, depuis 40 ans, font la preuve d'une intégration toujours grandissante. En effet, durant les quatre dernières décennies, le taux d'endogamie est passé de 97 % à moins de 60 %. Un état de fait qui fait dire à l'auteur que l'observation d'un nombre grandissant de mariages hétérogames conduit à admettre que les populations du Sahara occidental tendent à s'intégrer à l'ensemble de la société marocaine. L'importance d'une telle évolution a conduit l'auteur à faire du lien social entre les Sahraouis et le reste de la population du Maroc un axe particulier auquel il consacre une partie importante des analyses de son ouvrage. Il faudra donc, selon lui, que les maîtres d'Alger ouvrent leurs yeux sur les nouvelles réalités de leur pays, de la région, voire du monde, tout en tenant compte du fait que pour le peuple algérien, le Sahara n'a jamais été un problème. Alors pourquoi tant insister de la part d'Alger à

vouloir brouiller les cartes, s'interroge M. Cherkaoui ?

Le titre de la première partie, sous la forme d'une interrogation, se veut évocateur : « Stratocratie » ou « démocratie ? » Répondre à cette question amène à s'en poser une autre : qui gouverne l'Algérie ? En guise de réponse, l'auteur fait observer que le triangle du pouvoir est constitué par l'armée, le FLN et les dirigeants des grandes entreprises étatiques choisis à partir de critères définis par les militaires. On aura compris que l'armée trône au sommet du triangle et, qu'en conséquence, on se trouve en présence d'une « strato-cratie », un néologisme du cru de l'auteur forgé à partir des mots grecs *stratos* (l'armée) et *kratos* (le pouvoir). Ce premier chapitre se rapportant à l'équilibre des forces au Maghreb remet en cause le proverbe bien connu *si vis pacem para bellum*, car en se référant à Thucydide et à l'exemple de la guerre du Péloponnèse, on sait que toute course aux armements engendre un processus d'autostimulation mécanique. Ainsi, comme le montre le dilemme du prisonnier (admirablement expliqué à la fin du chapitre) aucun pays de la région n'a intérêt à s'engager dans un processus de coopération, chacun cherchant plutôt à toujours mieux développer son potentiel militaire. En ce qui concerne l'Algérie, l'auteur évoque un élément qui m'était totalement inconnu malgré trois séjours récents dans ce pays : son programme nucléaire. Là, comme ailleurs, ce pourrait être sérieux malgré le traité de non-prolifération que l'Algérie n'a pourtant pas manqué de signer.

Le chapitre 2 s'intitule *L'État en crise*. De quel État s'agit-il ? D'un État dont le rôle tend à se limiter à ses fonctions régaliennes. S'il n'est question d'aucun État en particulier, ceux du Maghreb occupent une place dominante. Après le terrible attentat perpétré contre le siège de l'ONU à Alger en décembre 2007, comment ne pas voir la grande actualité de l'affirmation suivante : « L'implantation programmée d'Al Qaïda dans les pays du Maghreb n'est plus un secret pour personne. Les événements qu'ont vécu dernièrement l'Algérie et le Maroc ne sont que la partie visible de l'iceberg ». Il s'agit, par ce chapitre, de montrer que, face à la mondialisation, à la montée du terrorisme et aux échecs répétés à l'égard de la demande sociale, il n'est pas exagéré de prédire la fin de l'État tel que nous le connaissons aujourd'hui. L'auteur, à nouveau, ne fait pas dans la nuance en affirmant que la démocratie est devenue l'otage du tribalisme en Afrique en s'appuyant sur la formule wébérienne voulant que l'État se définisse par la détention du monopole de la violence légitime.

Le chapitre 3 se consacre au Maroc et à sa « révolution silencieuse » en passant par le Sahara occidental. Ce dernier aurait mieux été mis en évidence en annexe où une carte administrative, telle que vue par l'auteur, oblige à s'adonner au jeu de la devinette même si on sait qu'il ne peut être qu'au sud (!). Le territoire fait presque 270 000 km<sup>2</sup> avec une population d'environ 75 000 habitants pour une densité de moins un habitant au km<sup>2</sup>. Son indépendance offrirait au terrorisme, selon l'auteur, un terrain plus que fertile. Partisan

d'un Maroc décentralisé, Cherkaoui se montre plutôt favorable à une autonomie du peuple sahraoui qui servirait de modèle pour les autres régions du pays. Ce faisant, la fraction du Polisario qui refuse encore le dialogue se verrait couper l'herbe sous les pieds alors que tous les signes de son essoufflement se feraient de plus en plus évidents. On pourrait en arriver ainsi à adopter une formule qui ne manque pas de partisans au Québec : une décentralisation hétérogène et asymétrique.

La deuxième partie, intitulée *Intégration sociale et économique du Sahara*, prend une forme très académique alors que les différents chapitres se présentent sous l'apparence d'autant d'articles d'une revue spécialisée où les très nombreux tableaux s'accompagnent ici et là de modèles de régression, d'équations différentielles ou de moindres carrés. On apprend ainsi que le taux d'analphabétisme dans les régions sahariennes est passé de 95 % à moins de 40 % durant les trente dernières années. On peut y voir ici le résultat d'une discrimination positive particulièrement efficace de la part d'un État marocain désireux de compenser les conditions très défavorables que connaissaient les populations sahraouies durant la colonisation espagnole. En conséquence, pour l'auteur, tel que démontré dans un chapitre sur l'explosion (rien de moins) de la scolarisation au Sahara, les jeunes Sahraouis ont non seulement comblé le grand fossé qui les séparait des autres Marocains, mais ils ont fait mieux. Et, dans un chapitre subséquent portant le développement humain et social, toujours en relation avec la discrimi-

nation positive, M. Cherkaoui conclut que les régions sahariennes ont connu ces dernières années un tel développement qu'elles se rapprochent des autres régions les plus favorisées à ce chapitre.

En conclusion de son étude menée de main de maître, celui qui a le grand honneur de paraître dans *Who's Who* (dans les sections *In the World* et *In America*) soutient que la solution de l'autonomie des régions sahariennes s'inscrit dans le cadre d'un vaste chantier de réformes que

le Maroc poursuit depuis une décennie. Ce faisant, le pays choisit ainsi la voie fédérale plutôt que celle de la stratocratie qui à ses yeux fascine les États (dont l'Algérie) de la région. En somme, les Sahraouis pourraient faire leur la formule qu'a si bien forgée un humoriste québécois et que l'on peut paraphraser ainsi : un Sahara occidental fort dans un Maroc uni.

André JOYAL

Université du Québec à Trois-Rivières  
Trois-Rivière, Québec